

Article 31 du Règlement

Souvenez-vous des paroles de Michael McCracken qui a dit que ne rien faire ne coûtait pas rien.

Le président suppléant (M. Paproski): Le député a-t-il terminé son intervention?

M. Rodriguez: Oui, monsieur le Président.

Le président suppléant (M. Paproski): Comme il est 14 heures, la Chambre passe maintenant aux Déclarations de députés, conformément à l'article 31 du Règlement.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

L'ASSOCIATION CANADIENNE DES DIÉTÉTISTES

M. Al Johnson (Calgary-Nord): Monsieur le Président, l'Association canadienne des diététistes fait en mars sa campagne nationale de la nutrition dont le thème cette année est «Déjouez les mythes alimentaires».

Le but de la campagne cette année est d'aider les consommateurs à faire la part des choses dans les mythes qui ont cours en matière d'alimentation. Tout au long de la campagne, les consommateurs recevront de l'information fiable pour les aider à faire des choix judicieux pour manger sainement.

Je suis heureux de constater que les conseils diffusés pendant la campagne sont fondés sur un travail de coopération amorcé par Santé et Bien-être social Canada afin de créer et mettre en oeuvre des principes d'alimentation saine.

Je félicite l'Association canadienne des diététistes et ses collaborateurs des provinces et territoires de leur travail à l'égard du mois national de la nutrition.

Monsieur le Président, évitons tous la camelote alimentaire.

* * *

LES PÊCHES

L'hon. Charles Caccia (Davenport): Monsieur le Président, aujourd'hui, les pêcheurs canadiens font une importante déclaration à la pointe des Grands bancs. Ils disent que le Canada devrait gérer la totalité des ressources halieutiques des Grands bancs, où qu'elles soient.

Voilà un acte courageux qu'ils posent en désespoir de cause. Les pêcheurs savent que la promesse du gouvernement du Canada de mettre sur la table, à l'occasion de la

Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui se tiendra à Rio de Janeiro en juin, la question du poisson ne favorisera guère la protection de la morue du Nord.

Les ressources halieutiques ne peuvent plus être gérées dans le cadre de limites artificielles déterminées par des facteurs politiques.

Si on veut que les pêcheurs de tous les pays intéressés puissent continuer de venir pêcher dans les Grands bancs, il va falloir qu'Ottawa agisse rapidement pour convaincre la communauté internationale que le poisson doit être protégé.

Nous pouvons le faire unilatéralement ou conjointement. Le temps presse. Des mesures d'urgence doivent être prises. La survie de la morue du Nord et celle du Canada atlantique en dépendent.

Le gouvernement du Canada est-il prêt à agir?

* * *

L'ENVIRONNEMENT

L'hon. David MacDonald (Rosedale): Monsieur le Président, dans moins de neuf semaines, le plus important sommet jamais organisé réunira au Brésil plus de 100 dirigeants mondiaux. Ce sommet, qui se tiendra en juin, se penchera sur l'avenir de la planète, sur l'avenir des 5,4 milliards de personnes qui l'habitent déjà et qui atteindront presque les dix milliards quand mon fils de 12 ans aura mon âge.

Vendredi dernier, le premier ministre a annoncé qu'il participerait à ce sommet et qu'il présiderait la délégation canadienne pour discuter de certaines questions, dont celle que le député de Davenport vient de soulever.

Nous ne devons pas oublier que, en tant que Canadiens, nous sommes responsables du plus grand territoire du monde, de la côte la plus longue, de la plus importante source d'eau douce et de 10 p. 100 de l'ensemble des forêts du monde. Nous avons un enjeu important à défendre au Sommet de la Terre, qui doit se tenir bientôt.

Nous en sommes actuellement à l'étape finale des négociations, à New York, d'une nouvelle entente de collaboration mondiale. Pour respecter cette entente, il nous faudra agir avec courage et détermination dans une perspective d'avenir.

Nous espérons que les Canadiens appuieront le premier ministre et les autres membres de la délégation dans la réalisation de ce nouveau pacte mondial.